

Delegation regionale du G.C.M.M.
5. rue Qurau
33000 BORDEAUX
0546.442548 - (9.84.07.81.77)
Infossectesaquitaine@pmail.com

RAPPORT D'ACTIVITES

ANNEE 2017

SOMMAIRE:

- Infos-Sectes Aquitaine	page 3
- Cellules de suivi	page 3
- Groupes de travail	page 4
- Prévention et lutte contre la radicalisation	pages 5 et 6
- Conférences	page 6
-Actions d'Infos-Sectes Aquitaine	pages 6,7 et 8
- Observations	pages8,9et 10
· Conclusion	page 10
- Annexes	pages 11 et 12

Infos-Sectes Aquitaine

Depuis sa création en 2002, Infos-Sectes Aquitaine lutte contre les dérives sectaires, les manipulations mentales et leurs conséquences sur les victimes et leurs proches. Nous sommes délégation régionale du Centre Contre les Manipulations Mentales. Notre association est reconnue d'intérêt général et agréée par le Ministère de la Jeunesse et des Sports ainsi que par le Ministère de l'Education Nationale.

Pour mener à bien notre mission, nous travaillons en étroite collaboration avec les différentes institutions, notamment la MIVILUDES qui est sous l'autorité du Premier Ministre, les collectivités locales, les acteurs de santé, etc...

Notre action s'étend sur toute la Nouvelle Aquitaine. Les membres de l'association sont bénévoles et issus de formations différentes constituant de ce fait une équipe pluridisciplinaire.

Tous les secteurs d'activités (santé, bien-être, développement personnel, sport, formations, entreprises...) peuvent être touchés par les dérives sectaires d'où la nécessité d'informer le public sur les risques encourus.

Par ailleurs, depuis quelques années, Infos Sectes Aquitaine est confrontée à la problématique de la radicalisation religieuse, liée aux dérives de certaines communautés, et du radicalisme islamiste.

Participation aux cellules de suivi dérives sectaires

- 1- Présence d'Infos-Sectes Aquitaine en Préfecture de
 - Poitiers le 30 Novembre 2017.
 - Périgueux le 12 Décembre 2017 envoi d'éléments.
 - Bordeaux le 21 Décembre 2017.

Les cellules de suivi favorisent la circulation des informations entre les différents services de l'Etat et les dossiers en cours sont évoqués.

Les échanges entre les participants permettent d'améliorer les moyens de lutte contre les dérives sectaires.

- 2- En matière de prévention, Infos-Sectes Aquitaine a proposé :
- une note des Préfectures aux Maires afin de les sensibiliser aux risques de dérives sectaires dans l'organisation de conférences et de salons du bien-être dans des locaux municipaux (ceci peut être ressenti par leurs administrés comme une caution de sérieux)
 - que les associations accueillant des migrants connaissent le dispositif du numéro vert.
 - que les formations de Pôle Emploi soient validées par la DIRRECTE.
- que les travaux de restauration de bâtiments par des communautés "déviantes", en milieu rural principalement, ne favorisent pas le travail dissimulé (ces personnes pouvant bénéficier du RSA).
 - que la désignation d'un enquêteur soit plus rapide.

Participation à des groupes de travail

MIVILUDES

Infos Sectes Aquitaine et la MIVILUDES échangent sur les dossiers qu'ils ont en commun

- 23 Mars 2017: conférence en ligne sur les risques représentés par une structure de formation à l'étranger recrutant des étudiants de grandes écoles.
 - 24 Mars 2017: rendez-vous à la MIVILUDES à Paris
- 22 Juin 2017 : réunion de travail à Bordeaux avec un des représentants de la MIVII UDES afin de faire le point sur certains mouvements sectaires
- 21 Décembre 2017 : réunion de travail avec la conseillère justice de la MIVII UDES dans les locaux d'Infos Sectes Aquitaine;

Le suivi des dossiers se fait également par mail ou par téléphone

CCMM national

- 16 et 17Mars 2017: accueil dans nos locaux de la Présidente du CCMM national ainsi que de la coordinatrice radicalisation du CCMM.

Cette réunion avait pour thème les dérives sectaires, la radicalisation et la coordination des méthodes de travail.

- 24 Mars 2017 : conseil d'administration et assemblée générale au siège parisien du CCIMM
- -21, 22 et 23 Août 2017 : séminaire à Paris en présence de la Présidente du CCMPd, de la coordinatrice radicalisation et de psychologues afin de rédiger un document sur la prise en charge des familles et des jeunes en cours de radicalisation. Ce document est basé sur l'expérience de terrain des équipes mobiles.

ARS

- 2 Février 2017, réunion de travail avec la direction de l'ARS et leur référent dérives sectaires. A cette occasion, il a été établi un accord portant sur la mise en œuvre d'une campagne d'information du grand public sur les dérives dans le domaine de la santé et les risques encourus. Ces informations, sous forme d'affiches et de plaquettes, seront distribuées sur les lieux mis à disposition par les mairies pour les conférences et les salons de bien-être.

Inspection académique

- 6 Mars 2017 : réunion d'information pour les infirmères sur " les dangers des dérives sectaires dans le domaine de la santé "

Infos Sectes Aquitaine leur a remis la liste des psychothérapeutes agréés inscrits au registre ADELI (ensemble des professionnels de santé) afin de sécuriser au maximum la prise en charge des enfants et réduire sensiblement le nombre d'enfants suivis par des thérapeutes déviants.

Il est nécessaire d'informer les académies sur l'entrisme des mouvements sectaires dans les écoles

Renseignements territoriaux

- 19 Octobre 2017 : rencontre, dans les locaux d'Infos-Sectes Aquitaine, avec un représentant de la cellule de renseignements 33.
 Sujets abordés:
 - les écoles hors contrat.
 - · l'entrisme des mouvements sedaires dans les écoles, catholiques notamment

Prévention et lutte contre la radicalisation

Dans le cadrede l'action engagée dans ce domaine depuis 2012, Infos-sectes Aquitaine a poursuivi sa collaboration avec les préfectures de la Gironde el de la Charente-Maritime en se conformant aux dispositions du cadre national et dans le respect absolu de la lateité.

I-Prifecture de la Gironde

Infos-sectes participe aux cellules mensuelles de suivi préfectorales.

2- Préfecture de Charente-Maritime

La convention avec la Préfecture de Charente-Maritime a été reconduite en 2017.

Objectif:

- répondre à la demande des familles touchées par la radicalisation: accueil, accompagnement, suivi des familles et des victimes, prise en charge spécialisée.
- coordination avec le tissu local et participation aux cellules de suivi.
- analyse des cas et situations au sein de notre équipe pluridisciplinaire.

Contexte

Notre association rencontre les familles dont l'un des proches est, ou risque être investi dans un processus de radicalisation, après identification des situations faite en collaboration avec la préfecture. L'action qui fait l'objet de cette convention consiste à une poursuite de la démarche existante les années précédentes, à savoir:

- maintien ou prise de contact avec les victimes, entretiens permettant de mesurer le niveau de basculement, réinsertion du jeune dans sa famille (lorsque c'est possible) et dans la société (parcours scolaire, emploi...), reprise des liens de confiance avec son environnement et son avenir.
- si nécessaire, prise en charge psy spécialisée en fonction des moyens disponibles sur le territoire et accompagnement des familles par une action de soutien aux parents.
- relations avec les acteurs présents en cellule de suivi préfectorale.

Nous agissons grâce à notre équipe pluridisciplinaire dont le rôle est d'établir les prises en charge adaptées après examen des dossiers (processus de radicalisation, traumatismes psy, failles notamment dans l'accompagnement parental, judiciarisation, réinsertion etc...)

Nous avons été sollicités pour une quinzaine de cas dans ce département. Notre équipe mobile d'intervention s'est déplacée en moyenne 1 fois/mois à La Rochelle pour rencontrer les familles et/ou le tissu local. L'équipe s'est également réunie à de nombreuses reprises à Bordeaux afin d'effectue, régulièrement des points de situation et décider des actions à mener au fur et à mesure des informations obtenues et ajuster les démarches.

Les diplacements, leur préparation, les études de cas et de solutions ont représenté une moyenne de 3.5 jours/mois pour l'équipe dédiée soit 300h/a n.

Les conférences

- 23 Mars 2017 : Infos-Sectes Aquitaine fait partie des intervenants de la conférence sur "Les médecines naturelles et les cancers" organisée par la Ligue contre le cancer de Gironde
- 19 Mai 2017 : colloque international FECRIS//AVISO à Bruxelles (réunion annuelle européenne sur les dérives sectaires)

Thème du colloque . Dérives sectaires et processus de radicalisation, une question à débattre ".

- 12 Octobre 2017 : participation au colloque " Médecines alternatives- attention aux dérives " à Paris
- 14 Décembre 2017 : Infos-Sectes Aquitaine fait partie des intervenants de la formation "Prévention de la radicalisation " au CNFPT.

Thèmes abordés:

- · emprise mentale- les radicalisations
- · les particularités du djihad.
- · le dispositif national
- · les actions pratiques d'Infos-Sectes Aquitaine

Les actions d'Infos-Sectes Aquitaine

Infos-Sectes Aquitaine accompagne les victimes ou leurs proches dans les démarches auprès des autorités compétentes (dépôt de plainte, etc...)

L'équipe pluridisciplinaire se réunit une fois par mois afin de faire le point sur les dossiers en cours.

Chaque fois qu'il est nécessaire, Infos-Sectes Aquitaine signale aux administrations, aux Services du Procureur, aux RT, toute dérive

Infos-Sectes Aquitaine étudie les mouvements ou individus pouvant faire! objet de dérives sectaires ou d'emprise mentale. Ces recherches sont utiles aux autorités, aux étudiants pour leurs stages et leurs formations, à la presse

1.'accueil

Notre permanence est ouverte au public le jeudi après-midi librement ou sur rendez-vous Il est également possible de nous contacter par téléphone ou par mail

Le groupe de parole

Il a été éréé en Ávril 2016 par le médecin de l'équipe el se compose de parents de victimes et d'anciennes victimes.

Les personnes sont libres de venir, rien n'est imposé, il est seulement demandé de confirmer sa présence une semaine avant. Le groupe se retrouve le troisième jeudi de chaque mois et comprend 8 à 12 participants Certains parents de victimes présents dès le début viennent aujourd'hui avec leurs enfants sortis d'emprise: leurs témoignages, leur combat, leurs doutes sont une aide pour les familles qui traversent cette énteuve

Chacun se retrouve avec plaisir, les nouveaux arrivants sont accueillis chaleureusement et les anciens n'hésitent pas à résumer leur histoire. Certains continuent de communiquer en dehors du groupe de parole.

On retrouve des similitudes dans le parcours de chacun. Les familles évoquent régulièrement;

- le sentiment d'isolement,
- l'incompréhension du reste de la famille, des amis, des collègues.
- la culpabilité: comment cela a-t-il pu arriver? Que n'ai-je pas fait? Où ai-je échoué dans mon éducation?

Le groupe de parole peut aider à rompre ces difficultés car chacun se reconnaît dans l'autre, quelque soit la cause de l'emprise.

La victime sortie d'emprise est "différente" de ce qu'elle était auparavant. La reconstruction est longue et difficile et peut passer par une action en justice (témoignages douloureux).

Savoir attendre et accueillir la victime à son retour, mais pour certains c'est difficile bien que compris, pour d'autres il n'y a pas de "pardon" possible.

Il n'existe pas de remède miracle, cependant l'importance de l'accompagnement par le groupe de parole est régulièrement soulignée

Thèmes d'intervention:

L'Etat fait de la lutte contre l'islamisme radical sa priorité à cause des risques de terrorisme, mais parallèlement, et à l'abri de toute surveillance, on observe une radicalisation dans d'autres religions telles que l'église catholique (catholiques intégristes, psycho spirituel), les églises évangéliques. On note d'ailleurs une volonté d'entrisme de ces mouvements dans certaines écoles et l'augmentation des écoles hors contrat.

Dans la société actuelle, dans laquelle, bien souvent, stress, manque de confiance en soi, mal être, sont notre quotidien, les propositions sont nombreuses et des stages de formation en tout genre sont proposés par des personnes non diplômées ou "auto- formées" qui détournent certaines méthodes de soins non conventionnelles (reiki par exemple).

L'entrisme des mouvements ou des gourous se ressent également dans les entreprises avec le coaching, métier qui n'est pas toujours exercé par des professionnels.

En résumé, on constate l'importance des cas de dérives sectaires surtout dans le domaine de la religion, du développement personnel et de la santé.

Parmi les dossiers traités par Infos-Sectes Aquitaine, certains ont fait l'objet d'une enquête policière ou de gendarmerie et vont être transmis à la justice

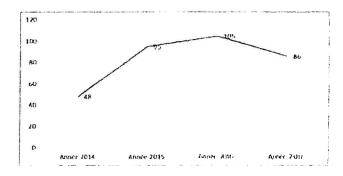
Voir annexes 1 et 2

Charge de travail :

· Au cours de l'année 2017, nous avons traité 86 dossiers.

450 appels téliphoniques on été reçus ou émis.

Le tableau ci-dessous indique la croissance du nombre de dossiers traités dans les 4 ans passés.



Les bénévoles ont répondu à plusieurs dizaines de mails.

Les réunions mensuelles avec l'équipe afin de croiser les compêtences pluridisciplinaires sur chaque dossier correspondent à 200 h de travail.

Le nombre d'heures de travail des bénévoles à la permanence se monte à 700 h/an

Une équipe est également mobilisée dans le cadre de la prise en charge du phénomène de radicalisation islamique

Observations

En 2017, l'activité d'Infos-Sectes Aquitaine s'est maintenue, plusieurs raisons à cela-

- un dureissement et un développement des mouvements religieux de tous ordres, notamment dans la religion catholique (mouvements intégristes, charismatiques et psycho-spirituel) et l'Eglise réformée (églises évangéliques).
- les mouvements ésotériques "séduisent" de plus en plus d'adeptes à la techerche de philosophies ne s'adressant qu'aux initiés
- l'engouement du grand public pour les médecines alternatives ne fait que croître et le nombre de cabinets de « thirapeutes » diviants est en progression, ceci facilité par l'augmentation des salons de bien-être, de certains magazines, des colloques et le web

Comme chaque année, nous constatons le développement du nombre des victimes, des structures et des mouvements de type sectaire. La mise en place du dispositif lié à la lutte contre le djihadisme (n° vert, site web Stop Djihadisme etc...) devrait pourtant amener les observateurs institutionnels à faire un parallèle avec les méthodes d'embrigadement liés à ce phénomène, les moyens mis en œuvre pour assujettir l'individu, les motifs qui incitent les futures victimes à rejoindre ces organisations.

On y retrouve:

- La théorie du complot.
- La prédiction de l'apocalypse.
- La volonté d'un monde nouveau et le sentiment d'être un élu qui sera sauvé.
- Un ennemi commun : les autres, œux qui n'appartiennent pas au groupe.
- Un discours antisocial, anti-famille, etc...
- Un discours réécrivant l'Histoire et l'histoire per sonnelle de l'individu.
- Une o béi ssance absolue de l'adept e.
- Un sacrifice accepté qui peut être physique, sexuel, financier ou les trois parfois.

Dans certains de nos dossiers on observe:

- Un état physique altéré.
- Des actes sexuels commis sous emprise.
- Des séances humiliantes de reconstitutions d'actes traumatisants
 Des contrats abusifs liant la victime à la « formation » avec :
- ☐ Interdiction d'absence.
 ☐ Interdiction de retard de paiement sans justificatif de perte de ressources réelles.
 ☐ Tarifs exorbitants.
 ☐ Perte de toutes les protections sociales, notamment dans les structures déviantes religieuses :
 ☐ Pas de salaire.
 ☐ Pas de déclaration à la sécurité sociale.
 ☐ Pas de protection retraite.
 ☐ Détournement des patrimoines légués par les ascendants, procuration sur les
 - assurances-vie, comptes etc...

☐ Perte d'accès aux soins (guérison par la prière ou autre).

Pour les enfants, on peut rajouter à tout cela :

| Perte éducative.

Perte de socialisation évidente.

☐ Peur du monde extérieur et abus qui peuvent engendrer des pathologies.

Beaucoup de ces prouvements établissent sur le territoire sans trop de difficultés :

- Des centres de formations où il arrive que Pôle Emploi finance les stages.
- Des écroles hors contrat.
- De l'entrisme dans les entreprises et les administrations.
- Une économie souterraine.
- Un travail dissimulé
- Etc...

Ce qui se passe à l'étranger, relaté par les médias, devrait pourtant inciter à plus de prudence et de contrôle

La reconnaissance des victimes et l'accès aux droits est pourtant toujours aussi difficile, malgré la loi About-Picard, comme en a témoigné la MIVII UDES lors de la cellule de suivi à Poitiers En effet:

- Il faut prouver la sujetion psychologique
- Faire face au mutisme des victimes
- Le consentement de l'adepte est toujours mis en avant, alors que la mise sous emprise et/ou l'embrigadement sont des technique avérées qui permettent aux gourou », « au leader » de prendre le contrôle jusqu'à l'obtention de la perte du libre arbitre de l'individu.
 - Rassembler des preuves avec les familles.
- Prendre en charge les familles qui sont très souvent démunies et dévalacées face à cette problématique

Conclusion

Enfin, nous ne pouvons conclure ce rapport sans aborder l'aspect financier de nos ressources. Même si elle n'est pas établie contractuellement, nous assumons une vraie mission de service public avec peu de moyens financiers. Certaines collectivités, que nous sollicitons, évoquent l'absence de notre siège social sur leur territoire. Notre seule permanence est basée à Bordeaux. Pour autant, nous assumons les déplacements vers tous les territoires, même ceux qui ne nous subventionnent pas, à l'occasion par exemple de rencontres en Préfecture ou avec les acteurs locaux (services de police, gendarmere...).

Notre équipe est exclusivement composée de bénévoles, nous n'avons aucun salarié même temporaire

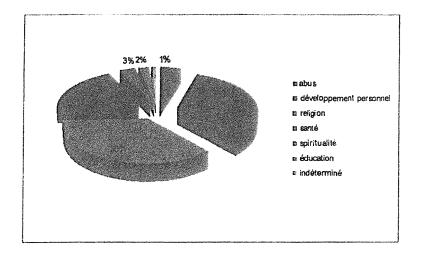
Toutes actions confondues, le bénévolat de notre association représente 1400h/an, soit une valorisation financière (au coût d'un salarié au Smic, charges comprises) proche de 20000€/an.

Bordeaux, le 01 février 2018

ANNEXE 1

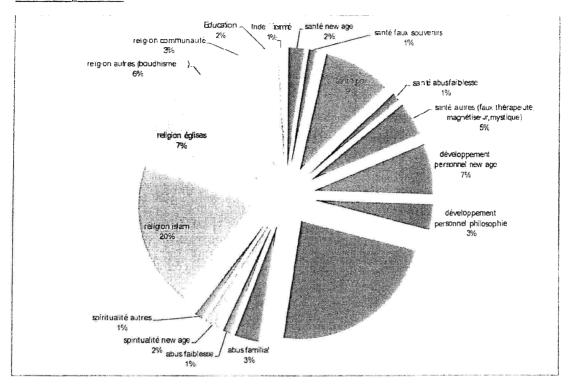
Année 2017

Répartition par thèmes



ANNEXE 2 Année 2017

Ventilation par thèmes



Infos - Sectes Aquitaine

BILAN FINANCIER ANNEE 2017 (budget de fonctionnement)

Reprise déficits année antérieure Achats études et prestations de service Achats non stockés de matières et fournitures Fournitures non stockébles Reprise excédents année antérieure 70 Ventes, Marchandises Prestations de Prestations de services 2 services, Produits annexes 6 marchandise Europe Etat Région) 1861,60	1 276,27 220,00 64,00
Achats études et prestations de service Achats non stockés de matières et foumitures Fournitures non stockés de matières et foumitures Fournitures d'entretien et de petit équipement Autres fournitures Locations Ent. et Réparation Assurances Extérieurs Prestations de services Produits annexes Produits annexes Europe Etat Région) 18 Départements 33-40-24 T4 - Subventions d'exploitation Intercommunalité Communes Bordeaux Organismes sociaux (à détai îler)	220,00 64,00 800,00
Achats études et prestations de services prestations de services services, marchandise produits annexes es extérieurs Achats non stockés de matières et fournitures Fournitures non stockés de matières et fournitures non stockables Fournitures non stockables Fournitures non stockés de matières et fournitures non stockables Fournitures non stockés de matières et fournitures non stockables Fournitures non stockés de matières et fournitures Fournitures non stockés de matières non stockables Fournitures non stockés de matières et fournitures Fournitures non stockés de matières et fournitures Fournitures non stockés de matières non stockables Fournitures non stockés de matières non stockables Fournitures non stockés de matières et fournitures Fournitures non stockables Fou	64,00 800,00
prestations de service 162,00 prestations de services 2	64,00 800,00
Achats non stockés de matières et fournitures Fournitures d'entretien et de petit équipement Autres fournitures 238,34 Autres fournitures Locations Ent. et Réparation Assurances 447,96 Documentation Divers Rémun. et honoraires 817,68 Produits annexes Europe Etat Région) Départements 233-40-24 T4 - Subventions d'exploitation Organismes sociaux (à détatiler)	800,00
Achats non stockés de matières et fournitures Fournitures non stockés de matières et fournitures Fournitures non stockables Fournitures d'entretien et de petit équipement Autres fournitures 238,34 Autres fournitures Locations Ent. et Réparation Assurances extérieurs Rémun. et honoraires 817,68 Marchandise Europe Etat Région) 18 Départements 26 33-40-24 T4 - Subventions d'exploitation Intercommunalité Communes Bordeaux Organismes sociaux (à détatiller)	
matières et fournitures Fournitures non stockables Fournitures d'entretien et de petit équipement Autres fournitures Locations Ent. et Réparation Assurances extérieurs Rémun. et honoraires 1 861,60 Région) 18 Départements 26 33-40-24 74 - Subventions d'exploitation Title Communes Bordeaux Organismes sociaux (à détariller)	
stockables Fournitures d'entretien et de petit équipement Autres fournitures Locations Ent. et Réparation Assurances extérieurs Région) Départements 26 33-40-24 74 - Subventions d'exploitation Divers Rémun. et honoraires 817,68	
Fouritures d'entretien et de petit équipement 238,34 Autres fournitures 238,34 Locations 8669,76 Ent. et Réparation 124,00 Assurances 447,96 Documentation Divers Rémun. et honoraires 817,68	
de petit équipement Autres fournitures 238,34 Locations 8669,76 Ent. et Réparation 124,00 Assurances 447,96 Documentation Divers Rémun. et honoraires 817,68 33-40-24 33-40-24 T4 - Subventions d'exploitation formunes Bordeaux Organismes sociaux (à détai îlet)	600,00
Autres fournitures 238,34 Locations 8669,76 Ent. et Réparation 124,00 Assurances 447,96 Documentation Divers Rémun. et honoraires 817,68 238,34 74 - Subventions d'exploitation Intercommunalité Communes Bordeaux Organismes sociaux (à détai lier)	
Autres fournitures Locations 8659,76 Ent. et Réparation 124,00 Assurances 447,96 Documentation Divers Rémun. et honoraires 817,68 Autres fournitures 74 - Subventions d'exploitation Communes Bordeaux Organismes sociaux (à détai lier)	
Locations 8669,76 Subventions Intercommunalité Communes Bordeaux	
61 - Services extérieurs Ent. et Réparation Assurances Documentation Divers Rémun. et honoraires Ent. et Réparation 124,00 A47,96 Communes Bordeaux Organismes sociaux (à détailler)	
61 - Services	1 276,27 220,00 64,00 1800,00 2600,00 450,00 1355,00 4000,00 1084,62
Documentation Divers Rémun. et honoraires 817,68 Organismes sociaux (à détaillet)	
Rémun, et honoraires 817,68 Organismes sociaux (à détariller)	
Divers Fonds européens	1 276,27 1 276,27 2 220,00 64,00 1800,00 2600,00 450,00 1355,00 4000,06 M 1084,62
EXAMPLE OF THE PROPERTY OF THE	
62 - Autres Déplacements-missions 2451,46 CNASEA (emplois aidés)	
services Autres (PJ)	
services Déplacements-missions Déplacements-	50,00
produits de	
Serv. bancaires - autres 315,70 Dons particuliers 13	355,00
63 - Impots et impots et taxes fernin.	
taxes Autres impôts et taxes 76 - Produits	
64 - Charges de Rémunérations financiers	
personnel Charges sociales	
Aures charges de pers. 77 - Produits Dotation exc. CCMM 40	
excentionnels -	384,62
charges	
66 - Ch. financ. 78-Reprise amort, et	
67 - Ch. Excep. Mission exc. CCMM 1084,62 provisions	
79 - I ransferts	
68 - Dotations de charges	
	849,89
86- Bénévolat 57- Prestations	
Contributions Mise à disposition Contributions Dons en nature	
en nature Personnel en nature	
TOTAL DES CHARGES 16687,58 TOTAL DES PRODUITS 128	

Arrêté au 31/12/17 SOLDE : 3.837,69

le Or fermin 2018



Compte-rendu financier au 01 février 2018

- miaivse un punger de fonctionnement de l'association pour l'année 2017

Le bilan de l'année précédente (fin d'année 2016) indiquait un solde positif de 1276,27 €, repris en excédent. La balance dépenses/recettes 2017 conduit à un solde négatif de 3837,69€ (arrêté des comptes au 31/12/17).

Ce solde négatif s'explique par le retard de versement des subventions de 2017 de la part de deux collectivités du fait de leur reorganisation. Ce déficit a été en partie combit par une dotation exceptionnelle du CCMM national de 4000 €. Pour autant, cela n'a pas suffi à combler le déficit. L'association s'est donc trouvée en difficulté et a dû, entre autres, renoncer à utiliser les provisions inscrites au budget prévisionnel pour les reporter.

Au mois de janvier 2018, ces deux collectivités ont pu dégager une partie des sommes allouées pour 2017 et à ce jour, nous avons pu rétablir la situation financière, de manière temporaire, en attente du versement du reliquat 2017 et des subventions 2018.

Cet épisode démontre que tout dysfonctionnement dans l'attribution de nos aides met en péril la pérennité de l'association car les charges, elles, ne sont pas reportables.

Les principales dépenses liées au local de la Rue Dufau sont stables La ventilation est la suivante: loyers (79%), téléphonie (14%), EDF (4%) et assurance (3%). Si on ajoute les autres charges de fonctionnement (frais bancaires, site web, etc...) on atteint presque 1000€/mois soit 12000€/an.

2- Perspectives pour l'année 2018

Si les attributions des subventions pour l'année 2018 correspondent aux demandes effectuées, l'association pourra assumer ses charges de fonctionnement mais devra limiter ses actions liées à ses engagements statutaires, ce qui de fait l'éloigne de sa mission première. Recevoir les demandeurs dans nos locaux reste possible, par contre nos missions à l'extérieur ne pourront être assumées qu'au coup par coup, en fonction des dépenses occasionnées. Par ailleurs, l'équipement, notamment informatique, est largement amorti et donc vieillissant. Il nécessiterait des investissements pour être remplacé. Cette hypothèse dépendra aussi du nouveau de ressource effectif disponible.



Association Demande de subvention

COSA

Loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association

Dossier de de subvention

Vous trouverez dans ce dossier tout ce dont vous avez besoin pour établir votre demande de subvention :

- Des informations p.u tiques présen tar it le document à remplir et le circuit suivi par votre dossié r (page 2 de cette chemise)
- La liste des pièces àjoindre audocument rempli (page 3 de cette chem ise)
- Une demande de subvention à compléter (fiches 1 à 4) : (cocher ci-dessous la case correspondant à votre ca s)
 □ pour une première demande
 ☑ pour le renouvellement d'une demande

Ce dossier peut être téléchargé à partir du site internet www.cosa.gouv.fr

Informations pratiques

Qu'est-ce que le dossier commun de demande de subvention ?

Le dossier commun de demande de subvention est un formulaire simplifié destiné à toutes les associations désireuses d'obtenir une subvention de la part de l'Etat ou de ses établissements publics. Il concerne les demandes de financement du fonctionnement de l'association ou de financement d'une action spécifique. Il ne concerne pas le financement d'un investissement.

Comment se présente le dossier à remplir?

Il est composé de 4 fiches :

∑ Fiche nº 1 : Présentation de votre association

Cette fiche (p. 1-3) est destinée à faciliter les relations avec l'administration.

Vous présenterez les éléments d'identification de votre association, vos activités habituelles ainsi que des renseignements relatifs à vos ressources humaines.

Si votre dossier est une demande de renouvellement d'une subvention, et que le service possède déjà un dossier permanent concernant votre association, ne remplissez que les rubriques concernant des éléments qui auraient été modifiés depuis la demande précédente.

∑ Fiche n° 2 : Modèle de budget prévisionnel

Dans cette fiche (p. 4) figure un budget prévisionnel établi en respectant la nomenclature du plan comptable associatif. Si vous disposez déjà d'un budget établi sous cette forme, il vous suffit de le transmettre sans remplir cette fiche.

∑ Fiche n° 3 : Description de l'action

Cette fiche (p. .5-6) est une description de l'action (ou des actions) projetée(s) pour laquelle (ou lesquelles) vous demandez une subvention. Vous ne remplissez cette fiche que si votre demande de financement correspond à une (ou des) action(s) spécifique(s) que vous projetez de mettre en place.

Cette fiche est très importante tant pour l'administration dont vous demandez l'aide que pour la réussite même de l'action que vous projetez, puisqu'elle doit vous permettre de souligner sa cohérence.

Vous n'avez pas à compléter cette fiche si votre demande concerne le fonctionnement général de l'association.

∑ Fiche n° 4 : Attestation sur l'honneur

Cette fiche (p. 7) permet au représentant légal de l'association, ou à son mandataire de signer la demande de subvention et d'en préciser le montant.

Votre demande ne pourra être prise en compte que si cette fiche est complétée et signée. La liste des pièces à joindre se trouve page 3 de cette chemise.

Après le dépôt du dossier

Pour recevoir la subvention, si elle vous est accordée, vous devez disposer d'un numéro Siren qui constituera un identifiant dans vos relations avec les services administratifs. Si vous n'en avez pas, il vous faut, dès maintenant, demander ce numéro à la direction régionale de l'Insee. La démarche est gratuite.

Pour justifier de l'utilisation des fonds qui vous auront été accordés, vous devrez transmettre au(x) service(s) qui vous les ont versés un compte-rendu financier si la subvention concerne une action.

Et dans tous les cas, vous devrez également transmettre les derniers comptes approuvés de votre association ainsi que son rapport d'activité.

Ces documents doivent être transmis au(x) service(s) au plus tard dans les 6 mois qui suivent la fin de l'exercice comptable

Présentation de votre association

Ide	enti	ficati	on de	· votre	assoc	iation
-----	------	--------	-------	---------	-------	--------

Nom de votre association	: In	fos Sectes Aquitaine
Sigle de votre association	: 18	A
Adresse de son siège social	: 5	rue Dufau
Code postal: 33000	ansatski k	Commune : BORDEAUX
Téléphone :		Télécopie :
Mél :		
Numéro S		(Si vous ne disposez pas de ce numéro, voir p. 2 de la chemise)
Adresse de correspondance, si	diffiér	en te:
Code postal :		Commune :

Identification du responsable de l'association et de la personne chargée du dossier statuts)

NOH .	Prénom :
Mél :	

Identités et adresses des structures associatives ou relevant du secteur marchand avec lesquelles vous êtes lié (un organigramme peut être joint pour décrire ces relations) : Etablissement(s)/Filiale(s): CCMM

Centre de documentation, d'éducation et d'action contre les manipulations mentales 3 rue Lespagnol 75020 Paris

Autres informations pertinentes relatives à votre association que vous souhaitez indiquer :

Pièces à joindre à votre dossier

Dans tous les cas, si le dossier n'est pas signé par le représentant légal de l'association, vous devez joindre le pouvoir de ce dernier au signataire.

Pour une première demande

- ∑ Vos statuts déposés ou approuvés, en un seul exemplaire.
- 1. Votre demande de subvention est inférieure à 23 000 euros. Vous n'avez pas à fournir d'autres documents, il vous suffit de remplir le dossier et de l'envoyer à l'organisme dont vous sollicitez l'aide.
- 2. Au-delà de 23 000 euros

Vous devrez fournir les justificatifs suivants :

- -les derniers comptes annuels approuvés
- le rapport d'activité.

Pour un renouvellement, quel que soit le montant demandé

- Un exemplaire des statuts déposés ou approuvés de l'association, seulement s'îls ont été modifiés depuis le dépôt d'une demande initiale :
- le compte-rendu financier de la subvention dont vous demandez le renouvellement (*) ;
- les demiers comptes annuels approuvés ;
- le rapport d'activité.

Attestation sur l'honneur

Cette fiche doit obligatoirement être remplie pour toutes les demandes (initiale ou renouvellement) et quel que soit le montant de la subvention sollicitée. Si le signataire n'est pas le représentant légal de l'association, merci de joindre le pouvoir lui permettant d'engager celle-ci.

Je soussigné(e), (nom et prénom) Mme AMELINEAU Martine Présidente de l'association représentant(e) légal(e) de l'association,

- Déclare que l'association est en règle au regard de l'ensemble des déclarations sociales et fiscales ainsi que des cotisations et paiements y afférant ;
- Certifie exactes les informations du présent dossier, notamment la mention de l'ensemble des demandes de subvention introduites auprès d'autres financeurs publics ;
- Demande une subvention de : 9000€
- Précise que cette subvention, si elle est accordée, devra être versée (1):

au Compte bancaire de l'association :

ou au Compte postal de l'association :

(1) Vous pouvez, si vous le souhaitez, joindre un RIB ou un RIP.

Nom du titulaire du d	compte postal ;		
Centre:			
Domiciliation :			
Code banque	Code guichet	Numéro de compte	CléRIB
Fait, le 18 octobre	: 2016 à Bordeaux		

Attention

Toute fausse déclaration est passible de peines d'emprisonnement et d'armendes prévues par les articles 441-6 et 441-7 du code pénal. Le droit d'accès aux informations prévues par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1976 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'exercé auprès du service ou de l'Et ablissement au près duquel vous avez déposé votredossier.

Modèle de budget prévisionne.

Budget prévisionnel de l'association approuvé par les instances statutaires pour l'exercice.

Si votre association est soumise aux obligations du plan comptable, vous n'avez pas besoin de remplir cette partie, mais vous joindrez une copie de votre budget prévisionnel approuvé par les instances statutaires, si celui-ci est établi en respectant la nomenclature du plan comptable associatif.

D EP E NSES	MONTA NTO 3 EN EUFLOS	RECETTES 12	MONTAN TO BEN
60 - Achats		70 - Ventes de produits finis, prestations de	
 Achats d'études et de prestations de services 		services	
- Achais non stockés de matières et fournitures	€	- Marchandises	
- Fournitures non stockables (eau, énergie)	2400€	- Prestations de services	€
- Fournitures d'entretien et de petit équipement	385€	· Produits des activités annexes	€
- Fournitures administratives	€		€
- Autres fournitures	250€	74 - Subventions d'exploitation - Etat (à détailler):	444
61 - Services e xtérie urs			
- Sous traitance générale	•	MANUTATION OF THE PROPERTY OF	i
Locations mobilières et immobilières	8800€	Managements.	É
- Entretien et réparation	•	and the second s	i
- Assurances	450€		
Documentation	300€	- Région (s):	
Divers	200€	Aguitaine	
Ditera	2000	- Département(s)	90000
62 - Autres services extérieurs		Gironde - Landes - Dordogne	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		- Commune(s)	2600€
- Publicité, publications	· ·	Bordeaux	
- Déplacements, missions et réceptions	1470€	- Organismes sociaux (à détailler)	3000€
- Frais postaux et de télécommunication	350€	- Organismes sociativ (a decemen)	
- Services bancaires	320€		
	€	- Allendaria	•
- Divers		Market Hamilton	
63 - İmpôts et taxes		And we	i
Imposs et taxes sur rémunications		- Fonds europeens	1
- Autres impôts et taxes		- CNASEA (emplois aidés)	•
- Notes imposit a analy	1	- Autres (précisez)	€
64 - Charges de personnel		1	_
- Réminérations du personnel	€	1996	€
- Charges sociales	E		€
- Autres charges de personnel	c	75 - Autres produits de gestion courante	
		- Cotisations	765€
65 - Autres charges de gestion courante	440€		€
65 - Addres charges be gestion containe		76 - Produtts financiers	
67 - Charges exceptionnelles	•		•
		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotation aux amortissements	€	- Sur opérations de gestion	
provisions et engagements		- Sur exercices antérieurs	•
		70 maria a constituent de la constituent	€
		78 - Reprise sur amortissements et provisions	€
TOTAL DES CHARGES PRÉVISIONNELLES	15365€	TOTAL DES PRODUITS PRÉVISIONNELS	15365€
86 - Empiol des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	ϵ
- Secours en nature	€	Bénévolat	
· Mise à disposition gratuite des biens et prestations	€	- Prestations en nature	E
- Personnels believoles	€	- Dons en nature	1

⁽¹⁾ Seules les nutriques vous concernant sont à templir.
12) trafaques à la nibrique innresnondante, le montare de la subvention que vous demandes.



Délégation régionale du C.C.M.M 5, rue Dufau 33000 BORDEAUX 05.56.44.25.58 - 09.64.07.81.77 inf ossectesaquitaine@gmail.com

Activités prévisionnelles 2017

1-Travail à la permanence

Nous observons une charge de travail en progression constante, ce qui nous amène à ouvrir nos locaux une journée de plus. Les visites spontanées sont de plus en plus nombreuses et elles s'ajoutent aux rendez-vous planifiés.

Traitement d'une centaine de dossiers/an

Nous observons que les charlatans de la santé poursuivent leur progression et que les mouvements de type associations laïques à caractère religieux augmentent de façon significatives (cathos intégristes- évangélistes intégristes, TJ etc.)

ISA, en relation avec les services de police locaux, accompagne les procédures pour les dépôts de plaintes souhaités par les familles.

Prise en charge des familles et des victimes

Afin de répondre de façon toujours plus efficace aux besoins d'écoute et de prises en charge, nous avons mis en place en ce début d'année:

- un groupe de parole, une fois par mois, animé par le médecin de l'équipe
- le recrutement d'une psychiatre, afin de poser un premier diagnostic que ce soit sur les victimes directes ou leur famille (éprouvée) pour les diriger vers des soins adaptés.
- des réunions mensuelles avec toute l'équipe afin de croiser les compétences pluridisciplinaires sur chaque dossier.

2-Miviludes

Etroite collaboration entre Infos Sectes et la MIVILUDES.

- échanges d'informations
- mise en œuvre et soutien des procédures

3-Radicalisation

<u>Préambule</u>: l'équipe pluridisciplinaire en charge des dossiers de victimes du radicalisme a suivi la formation nationale au CIPD.

- le CCMM a mis en place des équipes mobiles sur le territoire, dont celle de Bordeaux.

Dans le cadre du dispositif national et dans le respect absolu de la laïcité:

- nous assurons la prise en charge de ces jeunes
- nous coordonnons l'action avec tous les partenaires « ressource» des territoires (voir ci-dessous)
- nous soutenons et accompagnons les parents qui en font la demande dans les démarches administratives.
- si nécessaire, nous mettons en place avec notre interlocuteur ARS un dispositif de prise en charge psychologique
- nous travaillons en relation constante avec les RT et la Gendarmerie (toutes les informations leur sont communiquées) car nous considérons qu'ils sont seuls en capacité de définir la dangerosité d'un individu ou d'un réseau.
- nous rencontrons les acteurs scolaires et les différentes structures du retour à la formation et à l'emploi (CFA- Mission Locale)
- nous travaillons avec les services de la protection de l'enfance du Conseil Départemental :
 - Mise en protection d'enfants en « danger » (parents radicalisés, fichés S, assignés à domicile)
 - Procureur de La République.
 - Échanges réguliers avec les interlocuteurs déjà en charge de certains jeunes (familles d'accueil contrat jeune majeur accompagnement à domicile PJJ)

1-Préfècture de la Gironde

Infos sectes participe aux commissions mensuelles de suivi préfectorales. Nous intervenons dans les séminaires « Laïcité et Radicalisation » prévus sur 21 communes Création de support pédagogique (PowerPoint) pour ces interventions.

2- Préfecture de Charente-Maritime

Renouvellement de la convention avec la Préfecture de Charente-Maritime 15 dossiers en cours

- répondre à la demande des familles touchées par la radicalisation
- participation à la cellule de suivi préfectorale « radicalisation »

Organisation de sessions d'information et de sensibilisation à la demande des différents acteurs locaux

3- Préfecture des deux Sèvres

Par arrêté du 23 mai 2016, ISA est chargée du soutien à la prévention de la radicalisation dans ce département.

Sa mission:

- répondre à la demande des familles touchées par la radicalisation identifiées par la Préfecture : accueil, accompagnement, suivi des familles et des victimes.
- Participation à la cellule de suivi préfectorale « radicalisation »

4-Conférences

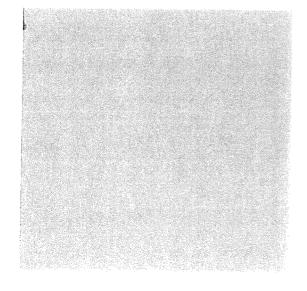
Infos-sectes Aquitaine poursuit son cycle de conférences et répond à toutes les demandes publiques ou privées sur ces deux thématiques dans la Région « Nouvelle Aquitaine»

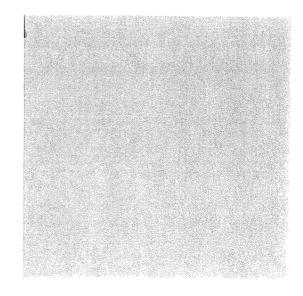
- Dérives sectaires et Santé :
- Emprise Mentale et radicalisation :

5-Communication

- poursuite du développement du site web dédié à Infos sectes Aquitaine (www.infosectes-aquitaine.fr)
- tout au long de l'année, des interventions sont faites devant différents cercles et associations d'Aquitaine pour informer sur le phénomène sectaire et la campagne santé (la prochaine est prévue en Octobre).
- rencontres avec les élus locaux et les Administrations
- travail avec différents services de Gendarmerie et de Police
- coopération permanente avec la MIVILUDES
- convention avec la PJJ Aquitaine pour des interventions de sensibilisation

Bordeaux, le 13 octobre 2016







Infos - Sectes Aquitaine

Association pour le prévention et l'éérosition pur les phinomènes esciaires ::

BUDGET PREVISIONNEL ANNEE 2017

Chapitres	Libéllés	Montant		Chapitres	Libéliés	Montan
			建元 水层	70-Ventes,	Marchandises	
	Achats études et			prestations de	Prestations de services	
	prestations de service			•		
				services,	Produits annexes	_
	Achats non stockés de			marchandise		
	matières et fournitures				Europe	
60 - Achats	Fournitures non	2 400,00			Etat	<u> </u>
	stockables)			Région	7000
	Fournitures d'entretien et		198 pt. 1970 Act		Départeme∩ts	2100,00
	de petil équipement				33-40-24	
	Autres fournitures			_,		
	Locations	8 800,00		74 -		-
	Ent. et Réparation		4, 1	Subventions	Intercommunalité	1
61 - Services	Assurances	450.00		d'exploitation	Communes	1
extérieurs	Documentation				Bordeaux	3000.00
	Divers	200,00				1
	Rémun. et honoraires	,			Organismes sociaux (à	-
Ì	Publicités-publications				Fonds Européens	
62 - Autres		600.00	m		CNASEA (emplois aidés)	
services	Déplacements-missions		Recettes		Autres (précisez)	
extérieurs	D	100,00	8	75 - Autres	Cotisations	760,00
	Poste et télécom		ីបី⊹		Don fondation CE	
ľ	Serv. bancaires - autres		2	produits de	Dons	1
63 - Impôts et	Impôts et taxes rémun.		lete .	gestion	Livres	
taxes	Autres impôts et taxes					
	Rémunérations			76 - Produits		
64 - Charges de	Charges sociales			financiers		
personnel	Autres charges de pers.			***************************************		1
65 - Autres	riance dialges de pole.			77 - Produits		
				exceptionnels		
charges		040.00		70 0 -		
66 - Ch. financ.		310,00		78 - Reprise		<u> </u>
				amort. et		ļ
67 - Ch. Excep.			(V)	provisions		<u> </u>
01 - 011. Excep.			42.54	79 - Transferts		
68 - Dotations				de charges		
Total de	es charges	12 860,00		Total	des produits	12 860,00
86 -	Bénévolat	e S	13/4	87 -	Prestations	1
Contributions	Mise ada, osibn	,		Contributions	Dons en nature	
en nature	Personnel		記却	en nature		T
	S CHARGES	12 860,00			DES PRODUITS	12 860,00